

CENTRE QUÉBÉCOIS DE FORMATION EN FISCALITÉ - CQFF INC.

Société privée de formation en fiscalité

VOTRE BOÎTE AUX LETTRES – 14 mars 2005

RESTRICTION SUR LA DÉDUCTION DES FRAIS FINANCIERS AU QUÉBEC : 2 ANOMALIES SONT CORRIGÉES...

Tel que nos participants au cours Déclarations fiscales-2004 tenu en février 2005 le savent très bien, nous avons soulevé, lors de la présentation de ce cours, deux grosses anomalies que nous avons découvertes relativement à la nouvelle restriction sur la déduction des frais de placement qui existe au Québec depuis le budget provincial du 30 mars 2004.

En effet, nous avons soulevé, lors de la présentation de ce cours en février 2005, **notre grand étonnement** face à deux règles particulières, à savoir :

- i) les distributions de gains en capital imposables effectuées par les fiducies (notamment les fiducies de fonds communs de placement) ne constituaient pas, selon les documents récemment publiés par Revenu Québec, un "revenu de placement" aux fins de la nouvelle restriction limitant, au Québec seulement, la déduction des frais de placement (et ce, jusqu'à concurrence des revenus de placement).

Cette anomalie ne tenait tout simplement pas la route en termes de politique fiscale. En effet, les gains en capital imposables réalisés directement par un particulier ou encore réalisés par un fonds commun de placement constitué en société (un fonds commun "incorporé") et distribués aux détenteurs des actions du fonds faisaient quant à eux partie des "revenus de placement" aux fins de cette règle. Cette omission était donc injustifiée.

- ii) 50% de la déduction relative aux ressources hors-Québec (découlant d'un investissement en actions accréditatives effectué notamment dans l'industrie minière, gazière ou pétrolière pour de l'exploration hors-Québec) constituait des frais de

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, 4^e étage
Laval, Québec
H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

placement aux fins de la nouvelle restriction au Québec de la déduction des frais financiers. Vous comprendrez donc que les particuliers qui avaient acquis des actions accréditatives dans des sociétés ou des sociétés en commandite qui faisaient de l'exploration hors-Québec se trouvaient "déculottés" car plusieurs de ces particuliers auraient perdu un pourcentage important de leurs déductions fiscales à ce titre au Québec. Pourtant, rien dans le document budgétaire du gouvernement du Québec du 30 mars 2004 ne laissait entrevoir une telle application. Face à cela, nous avons, dans un premier temps, avisé un fiscaliste (M. François Simard) de cette anomalie. Comme ce dernier est fortement impliqué dans l'émission d'actions accréditatives, il s'est alors assuré de mettre le "feu aux poudres" en faisant en sorte que deux articles à cet égard paraissent dans le journal "Les Affaires" pour dénoncer ce traitement fiscal.

Dans un deuxième temps, nous avons discuté de ces deux grosses anomalies avec le ministère des Finances du Québec et nous avons demandé systématiquement une correction à la législation fiscale. Après quelques discussions, le ministère des Finances du Québec a finalement accepté, **en bonne partie**, nos suggestions.

Ainsi, dans le Bulletin d'information 2005-3 publié le 11 mars 2005 (et accessible via le lien Internet indiqué à la fin du présent message), le ministère des Finances du Québec a notamment apporté les 2 modifications suivantes :

- 1^o Les distributions de gains en capital imposables effectuées par des fiducies (ce qui inclut les fiducies de fonds communs de placement) font désormais partie des "revenus de placement" aux fins de la nouvelle restriction sur la déduction des frais de placement au Québec (sauf, évidemment, les distributions de gains en capital imposables d'une fiducie qui bénéficient de l'exemption de 500 000 \$ de gains en capital). Cette modification est rétroactive aux fins de cette règle (c'est-à-dire comme si elle avait toujours existé).
- 2^o Pour les actions accréditatives **émises avant le 12 mars 2005** (ou émises suite à une demande de visa de prospectus provisoire ou de dispense de prospectus effectuée au plus tard le 11 mars 2005), la déduction relative aux ressources hors-Québec **ne** constituera **pas** des frais de placement aux fins de cette règle. Bref, les particuliers ayant acquis de telles actions (ou parts de sociétés en commandite) pour réduire leurs impôts de 2004 ne seront

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, 4^e étage
Laval, Québec
H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054

heureusement pas affectés négativement. Cependant, pour ceux qui en acquerront en 2005 (sous réserve de l'exception pour les actions émises avant le 12 mars 2005 ou sujettes à la demande de prospectus provisoire ou de dispense de prospectus effectuée à cette date), 50 % de la déduction relative aux ressources hors-Québec constituera des frais de placement (... sous réserve du prochain budget provincial!!!) aux fins de la nouvelle restriction sur la déduction des frais de placement au Québec.

Globalement, nous sommes très heureux que le ministère des Finances ait accepté en bonne partie nos recommandations de modifications.

Veuillez imprimer ces 3 pages, percer 3 trous et les insérer par-dessus :

- la page C-7 du cartable de cours Mise à jour en fiscalité-2004
- la page B-37 du cours Déclarations fiscales-2004

Lien avec le Bulletin d'information 2005-3 sur le site Internet du ministère des Finances du Québec : <http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Bulletins/fr/bi2005-3-f-b.pdf>

Yves Chartrand, M.Fisc.

Centre québécois de formation en fiscalité – CQFF inc.

Adresse de correspondance

CQFF INC.
1490, Kirouac
Laval, Québec H7G 2S1
Tél.: (450) 973-FISC - 3472 Téléc.: (450) 663-7054
Internet: www.cqff.com

CQFF INC.
3131, boul. St-Martin Ouest, 4^e étage
Laval, Québec
H7T 2Z5
Téléphone: (514) 333-FISC - 3472
Télécopieur: (450) 663-7054